



[Imprimer cet article](#) | [Fermer cette fenêtre](#)

## 2011: jeu de massacre sur les valeurs bancaires françaises

---

mercredi 21 décembre 2011 18h55

par Matthieu Protard et Alexandre Boksenbaum-Granier

PARIS (Reuters) - L'année 2011 restera comme l'année des tristes records pour les banques européennes qui ont vu leur valeur s'écrouler en Bourse en pleine crise de la dette dans la zone euro et dans un contexte de ralentissement brutal de la croissance économique.

Inquiets pour la solidité du système bancaire européen et redoutant un éclatement de la zone euro, les investisseurs ont massivement déserté, à partir d'août surtout, les valeurs bancaires européennes.

Dans ce jeu de massacre boursier, les banques françaises, très exposées à la dette des Etats les plus fragiles de la zone euro et jugées vulnérables sur la liquidité et insuffisamment capitalisées par les marchés, se sont retrouvées aux premières loges.

Crédit agricole et Société générale s'appêtent ainsi à terminer l'année avec une capitalisation boursière divisée par deux tandis que BNP Paribas et Natixis ont vu la leur perdre plus d'un tiers de sa valeur.

Acculée au démantèlement après avoir été prise au piège de la crise de la zone euro, l'action de la banque franco-belge Dexia a quant à elle plongé de plus de 80%.

"Les banques françaises ont été bien plus attaquées sur la liquidité en dollar que d'autres banques européennes même si dans l'ensemble la défiance a concerné toutes les banques européennes", explique Christophe Nijdam, analyste chez Alphavalue. "C'est parce qu'elles n'ont pas modifié suffisamment à l'avance leur modèle économique."

Ailleurs en Europe, la banque italienne Unicredit a aussi perdu plus de 50% de sa valeur en Bourse. Le groupe allemand Deutsche Bank a cédé plus de 25%, tout comme l'espagnole Santander, première banque de la zone euro par la capitalisation boursière.

Pour la deuxième année consécutive, BNP Paris, Crédit agricole et Société générale réalisent du coup un parcours boursier sous la moyenne européenne avec un indice bancaire européen en repli de 33% depuis début 2011.

### PAS DE REBOND EN VUE

A leurs niveaux de cours actuels, les banques françaises affichent en moyenne un ratio "price-to-book" de 0,37 selon les données Thomson Reuters, ce qui signifie qu'elles sont valorisées au tiers seulement de la valeur comptable de leurs fonds propres.

Là aussi, elles sont sous la moyenne européenne avec un ratio de 0,58 pour l'indice bancaire.

Compte tenu des nombreuses incertitudes, tant économiques que financières, qui pèsent sur le secteur, rien ne permet d'anticiper un rebond pour 2012.

"De plus en plus de groupes sont désormais contraints de céder des activités, parfois même des activités de croissance, ce qui soulève

beaucoup d'incertitudes sur les résultats futurs", fait remarquer Benoît Peloille, stratège chez Natixis.

"On voit mal aujourd'hui les cours de Bourse se redresser vivement en 2012", souligne pour sa part Christophe Nijdam, chez Alphavalue. "La problématique des recapitalisations bancaires avec des cours de Bourse au plancher restera la même en début d'année prochaine."

Avec les menaces qui pèsent sur le "triple A" de la France, les banques risquent aussi d'être à nouveau dégradées par les agences de notation, leurs notes de crédit étant pour la plupart sous surveillance négative.

Pour pallier le gel du marché interbancaire, la Banque centrale européenne vient de réaliser sa toute première opération de financement à trois ans en accordant près de 500 milliards d'euros de prêts aux banques. Mais les investisseurs s'interrogent toujours sur la capacité de banques à surmonter la crise sans aide publique.

"La liquidité illimitée jusqu'à 3 ans de la BCE est évidemment très positive pour le secteur bancaire. On peut au moins espérer qu'il n'y aura pas de crise de liquidité bancaire", dit l'analyste d'Alphavalue. "Une banque saute sur une crise de liquidité avant même de faire faillite sur une crise de solvabilité."

## CONTEXTE DE CAMPAGNE

Les banques assurent qu'elles peuvent surmonter les difficultés actuelles et se recapitaliser sans aide extérieure. Sous la pression des marchés, elles tentent désormais de réduire la taille de leur bilan et d'adapter leur structure de financement. Elles arrêtent ou cèdent des activités et taillent dans leurs effectifs.

"Les banques françaises n'avaient pas adapté leurs périmètres à l'issue de la crise de 2008", commente Nathalie Renson, gérant-analyste chez Primonial Asset Management. "Elles ne peuvent plus reculer à présent."

Outre les contraintes liées à la crise et au durcissement des règles prudentielles du comité de Bâle, dites Bâle III, les banques françaises devront composer l'an prochain avec un climat de campagne présidentielle qui ne leur sera pas favorable.

Tenues pour responsables de la crise actuelle par une large part de l'opinion publique, elles sont déjà dans le collimateur du Parti socialiste dont le projet pour 2012 intègre une séparation et une distinction claires entre les différentes activités bancaires.

Les autorités françaises refusent pour le moment cette idée alors que la Grande-Bretagne a adopté en début de semaine un ensemble de dispositions en vertu desquelles les banques devront séparer leur activité de banque de détail et de banque d'investissement et que les Etats-Unis envisagent de brider les activités pour compte propre des banques.

Edité par Jean-Michel Bélot

© Thomson Reuters 2011. All rights reserved. Users may download and print extracts of content from this website for their own personal and non-commercial use only. Republication or redistribution of Thomson Reuters content, including by framing or similar means, is expressly prohibited without the prior written consent of Thomson Reuters. Thomson Reuters and its logo are registered trademarks or trademarks of the Thomson Reuters group of companies around the world. Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.

---

Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.